Newsletter
Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 154 FÉVRIER 2023

# Agir, avec le Sommet France-pays arabes !

## SOMMAIRE


- *Edito : Agir !* p 1
- *Le Président de la CCFA répond à nos questions.* p 2
- *Webinaire : Qatar , quel rebond économique après la coupe du monde.* p 3-5
- *Publicité : Transdev.* p 6
- *Analyses des échanges commerciaux entre la France et les pays arabes en 2022.* p 7-8
- *Perspectives de croissance dans les pays MENA.* p 9
- *Entretien avec M. Jean-Luc Chauvin, Président de la CCIAMP.* p 10-12
- *Visite du Premier ministre irakien en France.* p 13
- *Publicité Suez.* p 14


Publication destinée aux membres de la CCFA - Diffusion gratuite - Non destinée à la vente.

**INSCRIVEZ-VOUS AU SOMMET FRANCE - PAYS ARABES DU 15 MARS EN CLIQUANT ICI**

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Comme tous les ans, alors que sort notre première Newsletter de l'année, sont également publiés les résultats du commerce extérieur français de l'année précédente.

Que retenir ainsi de nos échanges en 2022 ? Vous pourrez en lire le détail un petit peu plus loin dans nos pages, mais force est de constater que nous sommes loin de l'amélioration que nous attendons depuis maintenant longtemps.

Certes globalement la France exporte plus. Mais nous importons encore plus, avec l'année dernière deux éléments aggravants, une baisse de l'euro face au dollar de 11 % et le renchérissement spectaculaire notamment des matières premières énergétiques. Notre déficit est ainsi passé de 78,1 milliards d'euros à 163,6 milliards ! Dont acte.

Pour ce qui concerne les pays de notre zone, nos échanges n'échappent pas à cette règle de la détérioration de tous nos soldes. Nos échanges avec les pays arabes augmentent de 41 %, nos exportations de 22 % - belle progression et à travers cela de belles réussites d'entreprises - mais nos importations s'accroissent de 59 % propulsant le solde qui était en 2021 négatif de 1,9 milliards d'euros à - 11, 9 milliards en 2022.

Alors que le conflit entre la Russie et l'Ukraine vient de tristement dépasser les 365 jours, et que ce conflit et ses conséquences, rajoutées à nos propres faiblesses et notre impréparation, ont contribué à propulser les prix, notamment du pétrole et du gaz, mais aussi des matières premières agricoles et des matières minérales, au plus haut de leurs cours depuis bien longtemps expliquant en cela pour plus de 80 % de notre déficit, il n'empêche que notre part de marché mondiale s'est encore réduite de 0,5 % à 2,5 % en 2022.

On ne peut dès lors que se poser la question de savoir si, un jour, nous pourrons infléchir cette tendance, ou si cela est désormais un fait incontournable ?

L'enjeu à très court terme, comme à moyen terme, est bien entendu celui de notre compétitivité, de notre capacité à innover, et in fine de notre capacité à vendre à l'étranger.

L'optimisme voudra que l'on voie dans les nombreuses implantations françaises en particulier dans les pays ANMO, de même que les fortes augmentations de nos exportations dans de nombreux pays du Maghreb comme des pays du Golfe, que l'on n'y voit un signal fort, un signe positif. Et que à partir de là, on puisse continuer à accélérer, à renforcer encore notre présence, dynamiser encore plus nos échanges.

C'est pour cela que la Chambre de Commerce Franco Arabe continue à se battre, et accompagner autant que faire se peut les entreprises qui ont besoin de contacts, de réseaux, d'informations, au quotidien. La Chambre n'est qu'un modeste élément dans un ensemble d'acteurs qui composent avec l'environnement économique et les décisions politiques.

Mais le premier élément nécessaire pour les entreprises est à mon sens, celui de la connaissance des opportunités, celui de la connaissance des marchés.

C'est pour cela que la CCFA a développé pour ses membres, notamment sa lettre de veille et ses webinaires, et c'est pour cela aussi qu'elle renoue avec sa formation à l'interculturel et ses grands événements en présentiel avec la tenue de son ***Quatrième Sommet économique France-Pays arabes, placé cette année sous le haut patronage du Président de la République, sur la thématique d'un partenariat historique à conforter dans un monde en crise***. Cette rencontre, le 15 mars prochain, au Medef, en partenariat avec Medef International et l'Union des Chambres Arabes, avec la participation de CCI France, de Business France et de la CPME, doit rassembler entreprises et partenaires arabes de la CCFA pour échanger et partager sur les conditions qui doivent permettre à nos entreprises françaises de mieux répondre aux besoins des pays de la zone et d'y conforter à travers, un partenariat renouvelé, leurs positions.

***C'est mon vœu. Et je vous y donne rendez-vous.***

**Vincent REINA**
***Président***

# Vincent REINA : « la France et les pays arabes, à travers leurs entreprises, doivent consolider leurs relations »

***Dans le cadre de la préparation du Quatrième Sommet économique France-Pays arabes, sur la thématique d'un partenariat à conforter dans un monde en crise, le Président de la CCFA a répondu à nos questions.***

***Monsieur le Président, quelles sont vos objectifs avec la tenue de ce sommet ?***

Réponse : Cela fait maintenant plusieurs années que la CCFA n'avait pu organiser comme elle le faisait jusqu'en 2018 ce type de grandes rencontres avec nombre de ses partenaires arabes. La crise de la Covid bien entendu avait rendu cela impossible jusqu'il y a encore quelques temps. Renouer avec cette rencontre nous permet de rassembler de très nombreux partenaires arabes de la CCFA, nos Administrateurs tels que les Chambres de Commerce du Bahreïn, du Qatar, d'Oman, des Emirats arabes unis, d'Irak, de Jordanie, le patronat tunisien avec l'Utica, et bien d'autres encore telles que la Fédération des industries irakiennes, la Fédération des industries égyptiennes, la Chambre jordanienne pour l'industrie et nos Ambassadeurs arabes présents à Paris qui sont aussi des partenaires importants. Cela doit d'abord et avant tout permettre des échanges avec les entreprises françaises déjà présentes, mais aussi avec celles qui souhaitent se développer dans les pays ANMO alors qu'elles n'y sont pas encore. Je considère que l'un des éléments le plus déterminant pour initier de nouvelles entreprises est notamment celui de l'accès à l'information. C'est ce que fait la CCFA tous les jours ou presque.

***Est-ce que c'est suffisant ?***

Non, bien entendu. Nous avons aussi voulu rebondir sur les appels que nous avons souvent entendus de la part de nos interlocuteurs arabes, et n'oubliez pas que la CCFA est, en France, la seule organisation depuis plus de 50 ans maintenant à rassembler dans sa gouvernance en particulier autant de représentants d'entreprises françaises que de représentants des secteurs privés des 22 pays de la ligue Arabe. Ces derniers, comme d'ailleurs les Ambassadeurs arabes à Paris, n'ont eu de cesse depuis maintenant quelques temps de nous appeler à bâtir une nouvelle relation construite entre entreprises à fin de non seulement se développer ensemble dans les marchés de ces pays ANMO, mais aussi de pouvoir travailler ensemble sur des destinations nouvelles, sur des pays tiers. C'est un nouvel équilibre que les secteurs privés sont ainsi appelés à construire.

***C'est pour cela que vous avez souhaité rassembler un aussi un large spectre d'acteurs français ?***

Oui. Vous vous souviendrez qu'en décembre 2018, à la fin de notre Forum France-Pays arabes, une des conclusions avait été de souhaiter rassembler pour une simple coordination les principaux acteurs travaillant sur les pays de la zone. Avec ce Sommet, organisé par la CCFA avec le partenariat du Medef International et de l'Union des Chambres Arabes, mais aussi la participation de CCI France pour le compte des Chambres de Commerce et d'Industrie de France, avec Business France et la CPME, nous donnons une véritable première incarnation à ce vœu de 2018 et rassemblons ainsi un large spectre des organisations françaises travaillant sur le développement économique des entreprises dans les pays ANMO.

***Vous êtes passés de la dénomination forum à la dénomination Sommet, pourquoi ?***

Cela s'est fait pour répondre à une demande, là encore, de nos amis et partenaires arabes qui ont souhaité qu'avec la dénomination de Sommet, nous puissions franchir une étape supplémentaire pour montrer toute l'importance qu'ils accordent et que nous accordons à la dynamisation des échanges entre la France et les pays arabes, en particulier dans le contexte issu de la crise de la Covid et du conflit entre la Russie et l'Ukraine. C'est également pour cela que nous avons demandé et obtenu le haut patronage du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron. Cela reste bien entendu d'abord et avant tout une rencontre économique et non pas politique, d'abord et avant tout une rencontre d'entreprises à entreprises et d'entreprises à institutions du secteur privé dans les pays arabes.

***Quelle sera l'articulation de cette rencontre ?***

Nous avons souhaité mettre l'accent sur non seulement les grands secteurs dans lesquels sont les marchés d'aujourd'hui, là où les besoins de partenariat sont importants : l'environnement avec l'eau et les déchets, la ville durable et les projets de développement, les nouveaux partenariats industriels, la santé et l'alimentation, les outils et les vecteurs financiers, autour de grandes figures que nous accueillerons telles que le Secrétaire Général adjoint de la Ligue des Etats Arabes, le Président et le Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes, des capitaines d'entreprises tels que la Directrice Générale de Veolia, ou le Président de Transdev, et de nombreux témoignages d'entreprises françaises et de représentants arabes.

***Qu'attendez-vous in fine de cette rencontre ?***

Au-delà de pouvoir rassembler les participants français et les participants arabes, ce qui est d'ailleurs la mission première de la CCFA au-delà de ses missions de légalisation des documents d'exportations des marchandises, d'information, de conseil, ou de règlement alternatif de conflit commercial, j'espère surtout que cette rencontre pourra être le point de départ d'une double dynamique : faire en sorte que nos institutions puissent enfin mieux travailler ensemble sur les pays ANMO et créer, dans les pays arabes, une nouvelle appétence pour les produits et les savoir-faire français chez eux et pour des pays tiers. Nous pourrons rapidement en juger, dès la fin même de cette rencontre probablement.

Nos partenaires 2023

Stratégiques: VEOLIA, transdev the mobility company

Gold: anteagroup

Silver: Cabinet MERLIN Groupe MERLIN

# Qatar :
# Quel rebond économique après la coupe du monde ?
# Quelles opportunités pour les entreprises françaises ?

***À l'heure où le Qatar entérine la fin d'un cycle de croissance portée par les grands chantiers pour l'organisation de la Coupe du Monde, la perle du Golfe entame une nouvelle phase de son développement avec de nouvelles priorités ouvrant la voie à de grands projets dans le gaz, les hydrocarbures, les énergies renouvelables et les secteurs-clés pour diversifier son économie. Au cours des dix prochaines années, le Qatar prévoit ainsi des investissements dépassant les 100 milliards de dollars pour doubler ses capacités de production de gaz et entend capitaliser sur la réussite de l'organisation de la Coupe du monde pour transformer l'émirat en centre régional attractif pour diverses activités notamment le sport, le tourisme ou le numérique.***

***Dans cette perspective, la Chambre de Commerce Franco Arabe, en collaboration avec l'Ambassade de France au Qatar et le Bureau de Business France à Doha, organisait le jeudi 19 janvier dernier, un webinaire sur le thème « Qatar : quel rebond économique après la Coupe du monde et quelles opportunités pour les entreprises françaises », pour mettre en lumière les diverses opportunités qui s'offrent aux acteurs économiques français dans le cadre de ce nouveau cycle de croissance.***

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le Président de la Chambre de la Chambre de Commerce Franco Arabe, M. Vincent Reina, a remercié tous les participants à cette réunion et tout particulièrement son Excellence M. Jean-Baptiste Faivre, Ambassadeur de France au Qatar. Il a souligné, à travers cette rencontre, la nécessité de remettre en perspective la presqu'île de la Péninsule arabique qui a parfaitement réussi l'organisation de cette grande manifestation sportive mondiale dont l'enjeu premier était évidemment le rayonnement culturel du pays mais aussi et surtout son rayonnement économique.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

« Aujourd'hui nul ne peut ignorer où se trouve le Qatar », dit-il, et de poursuivre qu'il était légitime de s'interroger après ce grand rendez-vous réussi, sur les opportunités pour les entreprises françaises dans cette économie en croissance, et les secteurs qu'elles doivent prospecter pour renforcer leur positionnement dans l'émirat même, et plus généralement dans les pays arabes, dans un contexte européen déprimé et un environnement international incertain. « La CCFA est convaincue que des potentialités existent, et nos intervenants nous l'expliqueront.» dit-il.

Son Excellence l'Ambassadeur de France au Qatar, M. Jean-Baptiste Faivre, a estimé que cette rencontre était une bonne occasion pour faire le point sur la relation entre la France et le Qatar surtout « après les tentatives de véhiculer, durant la Coupe du monde, une image de ce pays en décalage avec sa réalité ». Et d'affirmer que le Qatar « est un pays d'opportunités pour les entreprises françaises ».

Il a souligné que les relations entre la France et le Qatar étaient de nouveau denses et confiantes, après une phase moins active, « liée à l'embargo et à la pandémie ». Beaucoup de responsables politi-

ques et de chefs d'entreprises reprennent le chemin de Doha, rappelant à cet égard que le Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron avait rencontré l'Emir du Qatar cinq fois en un peu plus d'un an et que, par ailleurs, les rencontres entre les responsables des deux pays se faisaient à un rythme très dense.

Son Excellence a, par ailleurs, souligné que l'étape de la Coupe du monde n'avait pas été aussi facile dans le contexte des critiques formulées, non pas par les autorités françaises, mais par une partie de la presse, indiquant, toutefois, que le parcours de l'équipe de France et le concours de beaucoup d'entreprises françaises à la préparation de cet évènement avaient aidé à dépasser cette étape. Il y avait plus de « supporters » français présents au Qatar qu'il n'y en avait eu lors des jeux Olympiques en Russie, et par ailleurs, plus de 30 millions de téléspectateurs français ont regardé la finale. Enfin, il a soutenu que l'organisation de cet événement était aussi une occasion pour le Qatar de réaliser un certain nombre de réformes sociales importantes.

***5ème PIB par habitant***
***84 510 dollars***
***Dette publique***
***(58 % du PIB),***
***Notation souveraine***
***stable (AA).***

***Présence française:***
***5 600 ressortissants***
***120 entreprises***
***90 franchises***

Abordant le nouveau contexte économique dans la presqu'île du Golfe, Son Excellence a noté que le Qatar « sort aujourd'hui d'une phase de croissance exceptionnelle liée à l'organisation de la Coupe du monde et s'apprête à entrer dans un nouveau cycle de croissance » qui s'articule autour de nouvelles priorités notamment dans le secteur du gaz naturel (GNL) et les projets de diversification de son économie. Il a rappelé que le riche émirat dispose d'importantes capacités financières pour réaliser ses ambitions et de conclure « que tout cela crée des opportunités pour nos entreprises et pour notre économie » dans un marché où l'on compte déjà 120 entreprises françaises et 90 franchises.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Mme Efi Frager, Cheffe du Service Economique de l'Ambassade de France au Qatar, a présenté les atouts et les potentiels de l'émirat. Elle a rappelé que le Qatar, petit pays de 2,9 millions d'habitants dont 10 % de nationaux, affiche le 5ème PIB par habitant avec 84 510 dollars (FMI 2022), présente une dette publique soutenable (58 % du PIB), et bénéficie d'une notation souveraine stable (AA). Par ailleurs, le pays dispose d'un secteur financier solide avec des réserves financières considérables notamment à travers son Fonds Souverain, QIA, qui gère 460 milliards de dollars d'actifs.

Poursuivant sa démonstration, Mme Frager a indiqué que le Qatar a engagé, depuis 2010, des investissements colossaux estimés à 200 milliards de dollars dans les infrastructures sportives, hôtelières et le transport pour accueillir la Coupe du monde qui s'est terminée avec le succès que l'on connaît, soulignant que les projets dans le cadre de l'organisation de cet événement ont été des vecteurs de croissance aussi pour les secteurs hors hydrocarbures. À cet égard, elle a indiqué que le taux de croissance de l'activité hors hydrocarbures était supérieur à 4 % en 2022 alors que ce taux avoisinait les 2 % pour les hydrocarbures.

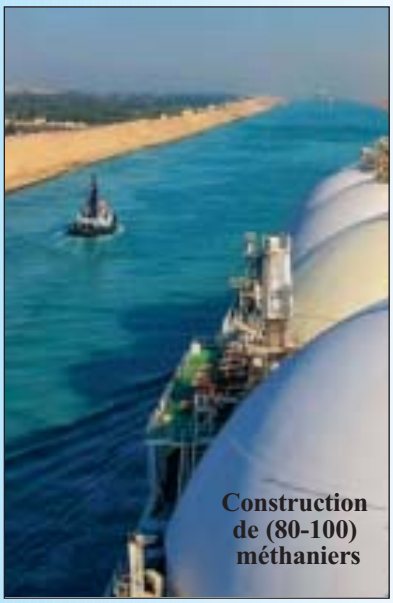
Quant aux perspectives économiques, Mme Frager a indiqué que le Qatar, qui bénéficie de la hausse du prix des hydrocarbures, a affiché en 2022 un taux de croissance estimé à + 3,4% (FMI), et que cette croissance devrait se poursuivre à un rythme, certes moindre, d'ici 2027, avec un pic en 2023 à 8,5 %, avant de repartir à la hausse (+3,8 %).

Abordant les projets dans l'émirat, Mme Frager a indiqué que l'émirat prévoit des investissements importants dans des projets d'avenir. Dans le secteur des hydrocarbures, l'émirat souhaite augmenter ses capacités de liquéfaction de gaz de 64 % d'ici 2025 pour faire passer la production de 77 à 110 Mt/an, puis à 126 Mt/an d'ici 2027. Par ailleurs, il prévoit l'installation d'un méga-complexe pétrochimique, Ras Laffan Petrochemical Project (RPLPP), l'amélioration des usines pétrochimiques existantes (Messaied) et la construction de plusieurs dizaines de méthaniers (80-100). Dans le secteur des transports, l'émirat envisage notamment l'extension de la ligne (rouge) du métro vers Al-Khor et de la ligne (verte) vers la ville industrielle et la construction d'une nouvelle ligne (bleue), puis dans une phase ultérieure, l'extension du réseau de tramway de Lusail. Enfin, elle a indiqué que le projet de la ligne à grande vitesse Doha-Riyad était à nouveau sur la table. Dans le secteur du tourisme, l'émirat souhaite capitaliser sur le parc hôtelier construit pour la Coupe du monde.

Enfin dans le sport, le Qatar entend se positionner comme « hub» sportif régional. Des évènements internationaux sont programmés pour cette année et le Qatar, qui accueillera les Jeux asiatiques en 2030, est déjà candidat pour les J.O. d'été de 2036. D'autres projets touchant à l'environnement, à l'efficacité énergétique, au numérique et à la Fintech, seront à l'origine de nombreux grands chantiers dans les années à venir.

M. Pierre Ramirez, Directeur du Bureau Export, Mme Carole Kazzi, chargée d'affaires Agrotech et Art de vivre et Santé et M. Abdeen Hamza, chargé de développement Tech, services et industries Cleantech ont exposé tour à tour le dispositif et le rôle de la Team France Export dans la zone et les opportunités d'affaires sur le marché qatari.

Présentant le Team France Export, M. Pierre Ramirez a souligné que c'était « le rassemblement de toutes les solutions publiques proposées par les Régions, les services de l'Etat, Business France, les Chambres de Commerce et d'Industrie et Bpifrance, et l'expertise de partenaires privés ». Par ailleurs, il a transmis quelques conseils aux entrepreneurs souhaitant s'implanter au Qatar, souli-


Construction de (80-100) méthaniers

*Projets dans le transport*

gnant la nécessité pour eux de connaître et de prendre en compte les données clés du pays tout particulièrement son plan de développement la « Qatar National Vision 2035 » qui ambitionne de transformer l'émirat en un état développé en diversifiant l'économie tout en veillant à la sauvegarde des valeurs et des traditions propres au pays. Par ailleurs, M. Ramirez a souligné la présence de 5 600 ressortissants français dans l'émirat où 10 % de la population est francophone, ce qui contribue, dit-il, à la vitalité de la relation bilatérale dans presque tous les domaines culturels, éducatifs et économiques.

Abordant la position stratégique de l'émirat, M. Ramirez a souligné que lorsque l'on s'intéresse au Qatar, il faut regarder au-delà de ses richesses en hydrocarbures, qui constituent certes la colonne vertébrale de son économie, pour s'intéresser aussi à sa position géographique et son interconnexion avec le monde, à travers « Qatar Airways » et « Qatar Cargo ». Une interconnexion qui permet d'exporter vers 85 % de la population mondiale. Toujours sur ce même chapitre, il a souligné la nécessité pour toute entreprise souhaitant travailler avec le Qatar d'être implantée dans le pays et référencée auprès des grands groupes nationaux. « Votre interlocuteur qatari vous le demandera. Les Qataris attachent une grande importance à la création de valeur locale », dit-il. Par ailleurs, M. Ramirez a cité les cinq vertus du bon entrepreneur indiquant qu'il faut « être un exportateur averti, avoir des fondamentaux solide, être accompagné et conseillé et enfin intégrer le triptyque : sécurisation, création de valeur locale et diversification ». Pour conclure, il a présenté le « Volontariat en entreprise » et ses bénéfices, indiquant à cet égard qu'il y avait 23 jeunes actuellement en mission au Qatar pour le compte de 9 structures, soit le 2ème contingent de V.I.E de la zone PMO après les E.A.U.

Mme Carole Kazzi a présenté un panorama des opportunités des filières Agrotech, Art de vivre et Santé. Dans la filière Agrotech, elle a notamment expliqué la problématique des sols arides du pays et le souci constant de l'émirat pour sa sécurité alimentaire. Deux problématiques qui offrent de nombreuses opportunités pour les entreprises spécialisées notamment dans le matériel pour l'élevage, l'agriculture sous serre, les fermes verticales, les fertilisants et intrants agricoles, la santé et l'alimentation pour les animaux d'élevage, l'hydroponie, l'aquaculture et l'industrie agro-alimentaire. Dans la filière Art de vivre et Santé, des opportunités sont présentes pour les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux. Pour terminer elle a souligné que les industries culturelles et créatives développent aussi une importante offre muséale et évènementielle, encouragée par les autorités dans l'objectif d'attirer 6 millions de visiteurs/an à l'horizon 2030 contre 2 actuellement.

Dans la filière Technologie et Services, M. Abdeen Hamza a exposé les différentes opportunités que le marché qatari offre dans le cadre des projets du plan « Qatar vision 2035 » en citant notamment, la digitalisation de l'économie, l'Intelligence Artificielle, la santé, et le e-sport. Par ailleurs il a cité les opportunités dans la cyber sécurité et ses différentes applications notamment la sécurisation des données, le stockage et la protection des infrastructures et sites sensibles. Dans la filière industrie et Cleantech, il a notamment souligné les opportunités dans la logistique (transport, stockage et supply chain), dans l'environnement (gestion et traitement des déchets), et enfin dans les smart cities, ou les villes connectées comme Lusail, Gewan, Qetaifan Islands.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

## PROGRAMME DES OPÉRATIONS COLLECTIVES PRÉVUES EN 2023 AU QATAR

PAVILLON FRANCE SUR LE SALON « MAISON EXPO, HOME FASHION & LUXURY » *1ère édition. Du 9 au 13 mai 2023 – Pavillon France au Programme France Export piloté par le cabinet Alwen International. Possibilité d'exposer sur le Pavillon France et/ou de bénéficier de programmes de RDV BtoB. Contact : Carole Kazzi ou Naamen Bouhamedi (mail : naamen-bouhamed@alwen.com )*

FRENCH ENERGY DAYS QATAR.
*Du 26 au 29 juin 2023 (dates susceptibles d'évoluer) – Contact : Abdeen Hamza*

FRENCH FOOD TOUR QATAR ET EMIRATS ARABES UNIS
*Du 9 au 13 octobre 2023 – Site Internet de l'opération : https://extranet-btob.businessfrance.fr/prg-35558. Visites de points de vente / Programme de RDV BtoB / Dégustation professionnelle. Contact : Carole Kazzi*

FRENCH TECH TOUR MIDDLE EAST EAU + ARABIE SAOUDITE OU QATAR
*Du 16 au 22 octobre 2023 – Site Internet de l'opération : https://acceleration-international.teamfrance.fr/french-tech-tour-middle-east/en/. Présentation marché / Programme de RDV BtoB / Visites de sites d'intérêt. Contact : Abdeen Hamza*

# Sustainable and inclusive MOBILITY

Creation: So Bam / Vox Fabula Illustration: Benoit Aupoix

As a global mobility operator and integrator, Transdev empowers freedom to move every day thanks to safe, reliable, and innovative solutions that serve the common good.

We are proud to transport 11 million passengers daily.

Our approach is rooted in close collaboration with communities and businesses, and in the search for sustainable transportation solutions.

We are people serving people. And mobility is what we do.

transdev
the mobility company

# France - pays arabes
# Forte progression des échanges, mais le déficit se creuse !

***Malgré les vives tensions géopolitiques, la guerre en Ukraine, le rebond de la pandémie dans certaines régions du globe et la perturbation des chaînes d'approvisionnement, le commerce mondial affiche en 2022 une forte résilience selon les perspectives de la CNUCED. Il devrait enregistrer un volume record de 32.000 milliards de dollars, soit une progression de 3 % par rapport à 2021. Les échanges de biens ont augmenté de 10 % et s'établissent à 25.000 milliards et les services ont progressé de 15 % pour atteindre 7.000 milliards. Pour 2023, les prévisions de la CNUCED tablent sur un ralentissement du commerce mondial en raison des prix élevés de l'énergie, de la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation, de la guerre en Ukraine et des frictions géopolitiques à travers le monde. Dans ce concert des échanges entre les nations, la part de marché de la France s'établissait à 2,5 % en 2022, alors qu'elle s'était stabilisée depuis 2003 à environ 3 %.***

***En volume, les échanges de la France avec le reste du monde s'élèvent en 2022 à 1.356,1 milliards d'euros. Les importations françaises CAF, hors matériel militaire, progressent (+ 29,4 % en 2022 après 19,5 % en 2021) et s'affichent à 772,6 milliards d'euros et les exportations FAB, hors matériel militaire, suivent la même tendance et augmentent (+ 18,5 % en 2022 après + 17,1 % en 2021) et s'élèvent à 583,5 milliards d'euros. Toutefois, l'envolée des importations par rapport aux exportations fait apparaître un solde négatif de - 163,6 milliards d'euros. Ce déficit est quasiment le double de celui enregistré en 2021 (78,1 milliards) et deux fois et demie le déficit moyen constaté sur la période 2011-2020. Le recul du solde en valeur s'explique en partie par la hausse des prix des produits énergétiques et des produits manufacturés et par la chute de 11 % de l'euro face au dollar contribuant ainsi à renchérir le prix des importations libellés en dollar.***

***La dégradation du solde commercial de la France concerne avant tout ses échanges avec les pays en dehors de l'Union européenne. Le solde des échanges recule avec l'Asie (- 23 milliards) en particulier avec la Chine et dans une moindre mesure avec l'Inde (- 2,3 milliards). Il baisse aussi avec l'Amérique (- 16,1 milliards) tout particulièrement avec les Etats-Unis (- 15,6 milliards) du fait des importations de GNL. Avec les pays européens hors l'UE, le solde se dégrade aussi (- 14,2 milliards), en particulier avec la Russie (- 9 milliards) et avec le Royaume uni et la Norvège respectivement de - 1,9 milliard et - 2,3 milliards. Avec les pays de l'UE, le solde commercial diminue de 9 milliards, tiré par la forte baisse avec la Belgique (- 14 milliards). À l'inverse il s'améliore avec l'Italie (+ 8,5 milliards).***

***Avec les pays arabes, le volume des échanges de la France progresse de 41 % par rapport à 2021. Les exportations augmentent de 22 % à 28,6 milliards d'euros et les importations s'envolent de 59 % à 40,5 milliards, accentuant ainsi la dégradation du solde commercial qui passe de - 1,9 milliards d'euros en 2021 à presque 11,9 milliards en 2022.***

***Avec les pays du Maghreb***, le volume des échanges progresse de 23 % passant de 28, 9 milliards d'euros en 2021 à 35,6 milliards en 2022. Les exportations françaises vers les pays de la zone progressent de 19 % passant à 13,9 milliards après 11,6 milliards en 2021 et les importations françaises en provenance de ces pays augmentent de 26 % s'établissant à près de 21,7 milliards d'euros après 17,3 milliards en 2021. Le volume des importations étant plus important que celui des exportations, le solde commercial se dégrade encore en 2022 et passe à - 7,8 milliards d'euros après - 5,6 en 2021.

Les importations françaises en provenance de l'Algérie s'envolent de 52 % et s'établissent à 6,6 milliards, elles progressent de 15 % en provenance du Maroc (7,8 milliards), 19 % de la Tunisie (5 milliards) et 18 % de la Libye (2,1 milliards). Les hydrocarbures naturels, les produits chimiques, les matériaux de construction sont parmi les produits qui contribuent à la hausse des importations françaises en provenance de l'Algérie. Alors que les équipements automobiles, les métaux non ferreux, les huiles et graisses végétales, les produits de la culture et les produits de l'industrie progressent en provenance du Maroc. En

provenance de la Tunisie, on trouve les articles d'habillement, les téléphones, les équipements automobiles, le cuir, les bagages et les chaussures, les produits chimiques et les produits de construction. Enfin, en provenance de la Libye ce sont essentiellement les hydrocarbures et les produits sidérurgiques.

Les exportations françaises vers les pays de la région progressent de leurs côtés de 19 % passant à 13,9 milliards d'euros après 11,6 milliards en 2021. Les exportations françaises augmentent de 15 % vers le Maroc (5,1 milliards), 21 % vers l'Algérie (4,5 milliards), 24 % vers la Tunisie (3,7 milliards), 25 % vers la Libye (222 millions) et 26 % vers la Mauritanie (225 millions).

*La hausse des prix des produits énergétiques et la chute de 11 % de l'euro face au dollar contribuent fortement à la baisse du solde commercial de la France en 2022.*

Les exportations françaises de produits de la culture, de produits chimiques, de produits de la construction, de téléphones et de produits pétroliers progressent vers le Maroc. Vers l'Algérie, les pâtes à papiers, les métaux non ferreux, les produits sidérurgiques, les produits chimiques et les produits de la culture occupent le haut du palmarès des produits en fortes progression. Vers la Tunisie, on trouve les produits de la construction, les produits de la culture, les produits de l'industrie, les pâtes à papiers. Enfin vers la Libye, ce sont les machines agricoles, l'outillage de tout genre et le matériel électrique.

***Avec les pays du Golfe***, le volume des échanges s'envole de 72 % affichant 25,7 milliards d'euros. Le volume des échanges avec l'Arabie saoudite (10,7 milliards) grimpe de 74 %, avec le Qatar (4,6 milliards) de 180 %, le Koweït (2,6 milliards) de 173 % et le Bahreïn (412 millions) de 81 %. Enfin, avec les Émirats arabes unis (6,7 milliards) le volume des échanges progresse de 21 %.

Les exportations françaises vers les Émirats arabes unis s'améliorent de 10 %, elles augmentent de 41 % vers l'Arabie saoudite (4 milliards), de 42 % vers Oman (226 millions) et grimpent de 64 % vers Bahreïn (195 millions) et de 68 % vers le Koweït (988 millions). Curieusement, les exportations françaises vers le Qatar (901 millions) reculent de - 8 %.

Toutefois, si les exportations françaises vers ces pays augmentent de 72 %, les importations françaises en provenance de ces pays grimpent de 143 %. Dans le détail, cette augmentation affiche 101 % en provenance de l'Arabie saoudite (6,7 milliards), 331 % du Koweït (1,6 milliards), 441 % du Qatar (3,7 milliards), 99 % de Bahreïn (217 millions), 65 % d'Oman (248 millions) et 53 % des Émirats arabes unis (2,1 milliards). Au total, le volume des exportations françaises vers ces pays s'élève à 10, 8 milliards d'euros. Le bilan de ces échanges fait apparaître un solde commercial de - 3,9 milliards après un surplus de 2,7 milliards en 2021.

Par produits, les importations françaises en provenance des pays du Golfe sont constituées pour l'essentiel des produits pétroliers, de produits chimiques et de produits en plastique (Arabie saoudite, Qatar et Koweït). Des déchets industriels, des machines et équipements, de produits en plastique, du verre et des articles en verre, des préparations et conserves, des produits pétroliers (Bahreïn et Oman). Des huiles et graisses végétales, des matériaux de construction, de produits sidérurgiques (Émirats arabes unis). Alors que les exportations françaises vers cette région sont composées de produits de la construction, de produits de la culture, de machines et équipements, de produits pharmaceutiques, de viandes et abats comestibles, de produits alimentaires, de parfums et cosmétiques, de produits laitiers et de matériels électriques.

***Avec le groupe des pays « tiers »*** qui comprend l'Égypte, le Soudan, Djibouti, l'Irak, le Liban, la Syrie la Jordanie, les Territoires palestiniens et les Comores, les échanges de la France s'envolent de 54 % à 7,6 milliards d'euros contre 4,9 milliards en 2021. Les exportations françaises vers ces pays progressent de 26 % à 3,8 milliards après 3 milliards en 2021 et les importations grimpent de 97 % à 3,8 milliards d'euros contre 1,9 milliard une année auparavant. Les échanges avec l'Égypte (4,3 milliards) s'améliorent de 58 %, avec l'Irak (1,8 milliard) de 59 %, le Yémen (242 millions) de 109 %, le Soudan (131 millions) de 41 %, la Jordanie (380 millions) de 48 %, Djibouti (87 millions) et le Liban (477 millions) de respectivement 21 % et 30 %. Toutefois les échanges baissent de 30 % avec les Comores (37 millions). Le solde commercial avec ce groupe de pays fait apparaître un solde négatif de - 52 millions d'euros contre un solde positif de 1,05 milliard en 2021.

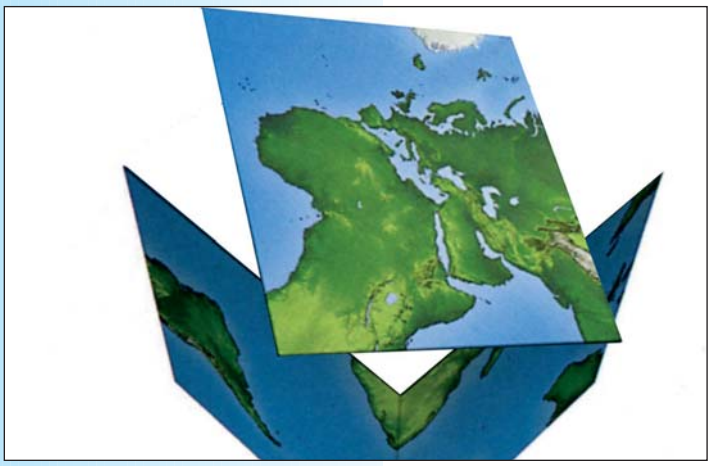
Dans le détail, les exportations françaises progressent de 19 % vers l'Égypte (2,2 milliards après 1,8 milliard en 2021). Elles progressent aussi vers le Liban (399 millions contre 317 millions en 2021) de 26 %, l'Irak (394 millions contre 276 millions en 2021) de 43 %, le Yémen (240 millions après 114 millions en 2021) de 111 %, la Jordanie (332 millions contre 224 millions en 2021) de 48 %.

La France exporte vers ces pays essentiellement des produits de la culture, des produits de la construction, des produits chimiques, des produits pétroliers, des produits pharmaceutiques, des produits laitiers, des instruments à usage médical, des produits alimentaires, des ordinateurs, des équipements informatiques et électroniques, des aliments pour animaux, des parfums et cosmétiques et des machines diverses.

Quant aux importations françaises en provenance de ce groupe de pays, elles progressent de 136 % en provenance de l'Égypte (2,1 milliards contre 917 millions en 2021), de 64 % en provenance de l'Irak (1,4 milliard contre 898 millions en 2021), de 86 % du Soudan (78 millions contre 42 en 2021), de 78 % du Liban (78 millions contre 51 millions en 2021). Cependant, les importations françaises stagnent en provenance du Yémen, de Djibouti et de la Syrie et reculent même de - 33 % en provenance des Comores (3 millions contre 4 millions en 2021).

La France importe de ce groupe de pays essentiellement des hydrocarbures naturels (Égypte, Irak), des produits chimiques (Égypte, Irak, Syrie), des articles d'habillement, du cuir, des bagages et des chaussure (Irak, Jordanie, Égypte, Liban, Syrie, Djibouti), des produits alimentaires (Irak, Égypte, Liban, Syrie), des parfums et cosmétiques, des produits en verre et des produits de la culture.

Au total, les pays **du Maghreb** contribuent à hauteur de 51,6 % aux échanges de la France avec les pays arabes. Suivent les pays **du Golfe** avec 37,2 % et les **pays « tiers »** réalisent un peu plus de 11 %. Quant au résultat net, on constate que le solde commercial de la France en 2022 chute à - 7,8 milliards d'euros avec les pays du Maghreb, à - 3,9 milliards avec les pays du Golfe et - 52 millions d'euros avec les pays « tiers ».



# Perspectives de croissance dans les pays MENA : ralentissement à 3,5 % en 2023

***Inflation, hausse des taux d'intérêt, diminution des investissements, tensions et perturbations géopolitiques, guerre en Ukraine sont parmi les ingrédients qui justifient, selon le dernier rapport de la Banque mondiale, le ralentissement de la croissance dans le monde. Par ailleurs, l'aggravation de l'un de ces facteurs pourrait faire entrer l'économie mondiale en récession, préviennent les experts de l'institution qui tablent sur un recul de la croissance cette année à 1,7 %, avant un rebond à 2,7% attendu en 2024.***

***La croissance des économies avancées devrait chuter de 2,5 % en 2022 à 0,5 % en 2023, notamment aux États-Unis qui enregistreront leur plus faible performance depuis 1970 en dehors des épisodes officiels de récession. Dans la zone euro, la croissance devrait être nulle. En Chine, la croissance affichera une progression de 4,3 % en 2023, soit 0,9 point de moins que les prévisions précédentes.***

***Pour les pays de la région MENA qui ont enregistré une croissance moyenne d'environ 5,7 % en 2022, soit le taux le plus élevé depuis dix ans, la croissance devrait marquer le pas à 3,5 % en 2023 et 2,7 % en 2024. Cette baisse est principalement due à l'essoufflement du rebond dans les pays exportateurs nets de pétrole, où la croissance devrait tomber à 3,3 et 2,3 % respectivement en 2023 et 2024, contre 6,1 % en 2022.***

***A noter que la région restera marquée par des conditions économiques et des trajectoires de croissance très divergentes, des niveaux élevés de pauvreté et de chômage dans de nombreux pays, une faible progression de la productivité du travail, des vulnérabilités élevées et des contextes politiques et sociaux fragiles, selon la Banque mondiale.***

Les projections de croissance pour l'**Arabie saoudite**, dont le dynamisme en 2022 a été très remarqué (+8.2%), ont été ramenées à 3,7 % pour 2023 et 2,3 % pour 2024. Cette révision à la baisse reflète la décélération attendue chez les principaux partenaires commerciaux du royaume, de nouvelles réductions de la production pétrolière et les effets à retardement du resserrement de la politique monétaire nationale.

En **Irak**, la croissance devrait ralentir à 4 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Les pénuries d'eau et d'électricité, de même que l'instabilité politique et le climat de tension sociale, devraient faire obstacle à une expansion plus robuste.

Au **Koweït**, la croissance devrait atteindre 2,5 % en 2023 et 2024, après une forte hausse de près de 8 % en 2022, en raison du ralentissement de la demande extérieure et des réductions de la production de pétrole dans le cadre de l'accord OPEP +.

Aux **Emirats arabes unis** la croissance affichera 4,2 % et 2,3 % respectivement en 2023 et 2024 à la faveur du rebond du secteur de l'immobilier et des accords commerciaux signés notamment avec l'Inde, l'Indonésie, la Chine, l'Iran ou Israël pour stimuler les échanges et les investissements.

Enfin, au **Qatar**, le PIB devrait progresser respectivement de 3,4 % et 2,9 % en 2023 et 2024 soutenu par les revenus des hydrocarbures et la poursuite des investissements dans le cadre du plan de diversification de l'économie.

Dans les pays importateurs nets de pétrole de la région, la croissance devrait rester stable en 2023-2024, à un peu plus de 4 % par an. L'activité en **Égypte**, tout en continuant à bénéficier des réformes antérieures, devrait ralentir à 4,5 % au cours de l'exercice 2022-2023 (juillet 2022-juin 2023). L'inflation élevée érode les salaires réels, ce qui pèse sur la consommation intérieure. Une moindre hausse de la demande extérieure devrait également freiner l'activité dans les secteurs de la fabrication et du tourisme. En outre, un resserrement de la politique budgétaire et monétaire pour juguler la forte inflation et un important déficit de la balance courante devraient encore brider la croissance.

Au **Maroc**, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,5 % en 2023 et 3,7 % en 2024, le secteur agricole se remettant progressivement de la sécheresse de l'année dernière. Les dépenses publiques devraient compenser en partie la faiblesse de la consommation des ménages due à l'inflation élevée.

En **Algérie**, le retour de la production pétrolière à ses niveaux d'avant la pandémie et la reprise constante du secteur des services, conjugués à une activité agricole plus vigoureuse et la croissance des dépenses publiques contriburont au redressement de l'économie constatée en 2022. La croissance devrait afficher 2,3 % cette année et 1,8 % en 2024.

En **Tunisie**, la croissance économique devrait remonter à 3,3 % en 2023 et 3,6 % en 2024, contre 2,5% en 2022. Le pays devrait être, par conséquent, l'une des dernières économies dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (ANMO) à retrouver son niveau de croissance d'avant la pandémie de la Covid-19.

L'économie syrienne, quand à elle, devrait encore se contracter en 2023 en raison de multiples chocs notamment les effets des dérèglements climatiques, la poursuite des violences, l'incertitude politique, l'épidémie de choléra et les pénuries de carburant.

Enfin au **Liban**, la crise politique et institutionnelle n'en finissent pas de dégrader la situation économique du pays au point que les experts de la Banque mondiale refusent de se hasarder à toutes projections.

Toutefois, les perspectives de croissance pour la région restent exposées à des risques de dégradation. Les retombées d'un fléchissement de l'activité encore plus marqué chez ses principaux partenaires commerciaux, le durcissement des conditions financières mondiales, l'augmentation des risques liés au climat, la montée des tensions sociales et l'instabilité politique sont autant de facteurs susceptibles d'entraîner de nouvelles contractions économiques. Par ailleurs, la détérioration des conditions financières ou économiques mondiales et nationales pourrait provoquer une crise dans les économies présentant d'importants déséquilibres macroéconomiques.

# Entretien avec M. Jean-Luc Chauvin, Président de la CCI Aix-Marseille-Provence

***Aix-Marseille-Provence, la deuxième Métropole française derrière le Grand Paris et devant le Grand Lyon, a été créée le 1er janvier 2016. La Métropole est née de la fusion de six établissements publics. Elle regroupe 92 communes et compte près de deux millions d'habitants, soit 91,5 % de la population et 62,4% de la superficie du département des Bouches-du-Rhône et 37 % de la population de l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.***

***Aix-Marseille-Provence tire profit de sa situation géographique stratégique sur le bassin méditerranéen et accueille le premier port de fret et de croisière français et le troisième port pétrolier du monde. Par ailleurs, la Métropole bénéficie d'infrastructures et d'équipements qui la relie aux grandes villes françaises et à 120 pays dans le monde. Tirant profit de tous ces atouts, la Métropole a développé une économie diversifiée avec notamment un secteur tertiaire à haute valeur ajoutée, une base industrielle solide et des pôles d'excellence en matière d'enseignement supérieur et de recherche.***

***Au lendemain de sa création, Aix-Marseille-Provence a adopté un plan de développement ambitieux pour renforcer la compétitivité et l'attractivité de son territoire. Ce plan met l'accent sur les singularités de la Métropole pour amplifier son potentiel économique, sur l'innovation pour faire d'Aix-Marseille-Provence une référence européenne en la matière. La Métropole est d'ailleurs "capitale européenne de l'innovation 2023". Par ailleurs, son plan de développement s'appuie aussi ses liens historiques tournés à la fois vers la Méditerranée, l'Afrique et l'Europe.***

***La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Aix-Marseille-Provence (CCIAMP, qui siège par ailleurs aux instances de la Chambre de Commerce Franco Arabe pour le compte du réseau des CCI de France), est un acteur majeur du développement de la Métropole. Membre du Comité de gouvernance économique métropolitain, la CCIAMP participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement de la Métropole . Dans un entretien avec M. Jean-Luc Chauvin, Président de la CCIAMP nous donne un panorama des atouts d'Aix-Marseille-Provence, l'engagement et l'action de son institution dans le développement de la Métropole et à l'international, en particulier vers les pays ANMO.***

***La CCIAMP, la plus vieille Chambre de Commerce du monde, dit-on, trouve ses racines dans la plus vieille ville de France, Marseille, le cœur battant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cela vous donne-t-il des privilèges ou cela augmente-t-il plutôt vos responsabilités ?***

C'est en effet ici, à Marseille, qu'est née en 1599 la première Chambre de Commerce et d'Industrie au monde. Une chambre créée par et pour les acteurs économiques et les chefs d'entreprises marseillais ; une chambre qui n'a eu de cesse d'œuvrer à la transformation de notre territoire, à la réussite et à la croissance de nos entreprises, à l'émergence d'une véritable ville-monde, tête de pont de la France en Méditerranée. L'audace de nos prédécesseurs nous oblige, et la mandature que je préside rassemble des femmes et des hommes chefs d'entreprises eux aussi passionnément engagés dans le développement et le rayonnement du territoire d'Aix-Marseille-Provence.

***La CCIAMP est un acteur majeur dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie de développement de la Métropole. Pouvez-vous nous décrire l'étendu du champ d'action de la CCIAMP à travers les instances de la Métropole où elle siège et les entités qu'elle a mises en place notamment, Conseil & Finance, World Trade Center Marseille Provence, Provence Promotion, l'École Pratique et autres...***

En tant que bras armé de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le champ économique, la CCIAMP déploie des accompagnements en direction des entreprises, pour leur apporter des réponses concrètes dans toutes les étapes de leur développement (création, recrutement, financement…). Elle réalise également des missions d'ingénierie pour le compte des communes et de la Métropole qui s'interrogent par exemple sur la manière de revitaliser leur centre-ville ou sur leur politique de foncier économique. La CCI est également un acteur majeur de la formation initiale et continue, grâce à un réseau d'écoles attaché à l'intégration professionnelle des apprenants. Enfin, la CCI est également partie-prenante de plusieurs structures locales qui contribuent au développement et au rayonnement économique de notre territoire : le World Trade Center, l'aéroport dont elle détient 25% des parts, Provence Promotion, qui œuvre à l'implantation d'entreprises ou encore Africalink, que nous avons lancé en 2017, et qui regroupe des entrepreneurs français et africains engagés dans les coopérations business entre l'Europe et l'Afrique.

***Quels sont aujourd'hui les atouts de la deuxième Métropole française ?***

Notre territoire est riche d'une économie diversifiée, fruit de notre histoire, de notre position géostratégique, de nos atouts naturels, de notre ADN entrepreneurial et de notre population multiculturelle. Au fil de 2600 ans d'histoire, de nombreuses filières économiques se sont développées, et nous avons aujourd'hui tous les atouts d'une Métropole Monde, avec quelques grands secteurs d'excellence – maritime logistique, santé, industrie, énergie et environnement – et des infrastructures de tout premier plan : notre port, 2ème en Méditerranée ; notre aéroport international, nos infrastructures numériques qui nous placent dans le TOP 7 des hubs numériques mondiaux ; notre écosystème d'enseignement et d'innovation public-privé qui forme les talents de demain, avec en particulier Aix-Marseille-Université, la plus grande université francophone au monde avec 80.000 étudiants.

***La Métropole a vocation à être un trait d'union entre l'Europe, les pays de la Méditerranée et au-delà avec tous les pays africains. Quelles sont les instances auxquelles Aix-Marseille-Provence participe et les instruments qu'elle a mis en place pour jouer pleinement ce rôle ? Comment cela se traduit-il concrètement sur le terrain ?***

Depuis plus de 15 ans la CCIAMP défend des relations renouvelées avec le continent Africain !

La stratégie que nous proposons et que nous avons su partager avec l'ensemble des acteurs publics et privés du territoire, repose sur des convictions fortes :

Premièrement, avec des taux de croissance de 4 à 8% en fonction des pays, plus de 2 milliards d'habitants en 2050 (dont 65% de jeunes) qui devront pouvoir se nourrir, travailler, se mouvoir, se loger, se cultiver…etc et une classe moyenne en forte progression, l'Afrique est le moteur de la croissance mondiale de demain.

Deuxièmement, l'Afrique n'a plus besoin d'aide (hors champ humanitaire bien sûr), elle a besoin de business et de partenariats créateurs de valeur ajoutée locale.

Enfin, dans le contexte mondial actuel, c'est l'Europe qui a besoin de l'Afrique plus que l'inverse, il est temps de le comprendre !

Nous partageons pleinement cette vision avec la Métropole, mais aussi avec la Région Sud et la Ville de Marseille ainsi qu'avec les entrepreneurs du territoire qui s'intéressent à la Méditerranée et à l'Afrique.

J'en suis convaincu, Aix-Marseille et la région Sud ont tous les atouts pour être le hub des relations économiques avec l'Afrique. Nous avons la proximité géographique et culturelle, nous avons les infrastructures, nous avons les femmes et les hommes des diasporas africaines qui souhaitent entreprendre, enfin nous avons des entrepreneurs expérimentés sur la relation Afrique-Europe et Europe-Afrique. Nous avons un avenir commun, il est temps de se développer ensemble !

C'est bien cette vision qui a conduit à la création, il y a maintenant plus de 5 ans, d'Africalink, « l'association des entrepreneurs d'Afrique et d'Europe » que j'évoquais plus haut. La CCIAMP a initié cette communauté avec l'appui de la Métropole Aix Marseille Provence et aujourd'hui, ce sont plus de 180 entrepreneurs, dont 45% sont Africains, qui sont regroupés dans cette association, dirigée par et pour les entrepreneurs. Africalink, c'est une communauté de terrain qui développe le business entre nos deux continents dans les deux sens ; c'est une dizaine de missions business en Afrique et une dizaine de délégations business africaines accueillies en france, ce sont 14 ambassadeurs au Maroc, en Tunisie, en Mauritanie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en Egypte, en Guinée Bissau, au Cameroun, à Madagascar, au Kenya, au Somaliland et parce que l'association à une dimension européenne, aux Pays-Bas et en Pologne. Voilà un premier instrument extrêmement concret et business.

La CCIAMP porte également la création d'un lieu emblématique de cette nouvelle relation entre l'afrique et l'europe ; nous allons créer à marseille, au 30ème étage de la Tour La Marseillaise, Afric'Agora, le lieu où l'europe et l'afrique vont se rencontrer, sur les questions économiques bien sûr, mais aussi culturelles, sportives, sociales et sociétales…etc. bref, un lieu qui sera le pont permanent entre les 2 rives de la méditerranée. C'est le deuxième outil de notre stratégie qui permettra aux entrepreneurs des deux rives de se rencontrer, de travailler ensemble et de mutualiser leurs ressources et leurs compétences pour conquérir de nouveaux marchés internationaux.

***Aix-Marseille-Provence, la Métropole cosmopolite, a été labellisée en 2013 « Capitale Européenne de la Culture ». Par ailleurs, la Métropole sera hôte de la Coupe du monde de rugby en 2023 et des Jeux Olympiques de Paris en 2024. Aix-Marseille-Provence a-t-elle acquis définitivement son statut de hub de diversité et carrefour du monde ?***

Aix-Marseille-Provence est une terre de grands événements, des événements qui ont toujours été des accélérateurs d'image, de rayonnement et de business pour notre territoire. A nous d'être au rendez-vous des grands évènements sportifs qui nous attendent en 2023 et 2024. A nous d'en faire des moments de fierté et de réussite collective. A nous de montrer au monde entier notre sens de l'accueil, notre ADN de carrefour multiculturel… nous qui sommes la seconde plus importante place consulaire en France ! A nous de convertir cette formidable exposition médiatique, culturelle et sportive en une vraie réussite citoyenne et populaire.

***Les investissements étrangers ont augmenté de + 44 % entre 2020-2021 dans la région PACA. Quelle a été la part de la Métropole dans ce rebond des investissements étrangers ? Quels sont les secteurs qui en ont le plus profité ? Quelle est la part des pays ANMO et comment les motivez-vous ?***

Je vais vous donner quelques chiffres. En 2021 c'est 83 projets d'implantation d'entreprises sur le territoire qui ont menés à bien par notre agence de promotion territoriale « Provence Promotion », ce qui représente la création de 2100 emplois. 44% des projets ont été d'origine étrangère, UK en tête, puis Inde et Allemagne, mais aussi l'Algérie et le Maroc en forte progression.

La Métropole Aix Marseille Provence représente 58% des IDE en PACA en nombre de projets et 61% des emplois liés ; Notre métropole est un pôle majeur des échanges internationaux régionaux.

***Quels sont les secteurs qui en ont le plus profité ?***

En premier lieu je dirais, l'économie numérique. Et j'en veux pour preuve le succès grandissant d'Emerging Valley, l'événement incontournable du numérique Euro-Méd-Afrique qui a lieu chaque année sur le territoire.

Puis les énergies, l'éco-industrie, le maritime et d'une manière générale la logistique.

Bien sûr, le secteur de la santé reste très important puisque la filière est à la deuxième place en termes d'emploi.

Port de Marseille

***Quelle est la part des pays ANMO et comment les motivez-vous?***

En 2021, les entreprises du Maghreb représentent 7% des projets d'implantation aboutis et c'est la conséquence directe de partenariats forts entre la métropole et les territoires tels que la Tunisie et le Maroc. Aix Marseille Provence, la région Sud et la France sont idéalement positionnées pour devenir le hub des relations entre l'europe et l'afrique et c'est ce hub qui peut intéresser les pays arabes, notamment du moyen orient.

Nous pouvons imaginer des triangulaires business france-afrique-pays ANMO ; nous serons plus forts ensemble ! C'est tout le message que je souhaite porter grâce à mon implication au sein de la CCI Franco Arabe pour le compte de l'ensemble du réseau CCI France.

***Provence Promotion, intensifie son action dans certains pays arabes notamment à Dubaï pour promouvoir l'attractivité économique du territoire. Quel est le montant des investissements en provenance des pays arabes identifiés dans la Métropole ? Dans quels secteurs ? Quelles sont vos autres cibles ?***

Pour les pays du Golfe, l'objectif de Provence Promotion est de mettre en avant notre territoire comme hub des investissements décarbonés.

Ces projets sont particulièrement capitalistiques et les pays du Golfe sont à la fois une des grandes places financières internationales mais aussi en recherche de diversification sur des territoires en capacité de générer et d'attirer des innovations.

Et attirer des investissements émiratis en Provence peut être un accélérateur de nos projets structurants.

Les pays du Golfe sont déjà présents au Grand Port Maritime de Marseille via leur actionnariat dans les terminaux, et aussi au sein de l'Aéroport Marseille Provence pour l'aviation d'affaires.

Nous cherchons à les intéresser sur les énergies renouvelables, l'éco-industrie (économie circulaire) et le numérique « durable ».

Cela s'inscrit d'ailleurs dans la stratégie nationale que souhaite déployer le gouvernement français.

Mais, je dois le reconnaître, les investissements d'entreprises étrangères en Provence sont pour le moment très modestes. D'où la nécessité d'accélérer, de faire plus et mieux pour que les pays ANMO connaissent et reconnaissent les avantages comparatifs de notre territoire.

***Lors de vos vœux à la presse, vous avez annoncé pour 2023 des « incertitudes » et des « indicateurs économiques inquiétants ». Comment voyez-vous l'évolution de l'activité économique dans la Métropole et son évolution dans les prochaines années ?***

Il est vrai que certains indicateurs économiques appellent de notre part une grande vigilance car nos entreprises ressortent d'une année 2022 marquée par l'inflation, les difficultés de recrutement et les difficultés d'approvisionnement. En ce début d'année 2023, les acteurs économiques manquent de visibilité. Rien d'étonnant dans un contexte mondial aussi chahuté. Pour autant, je suis confiant et combattif car nos entreprises ont fait preuve d'une grande résilience en 2022, malgré la guerre en Ukraine, qui s'ajoute aux crises de ces dernières années (gilets jaunes, covid, etc.). Nous avons de précieuses cartes à jouer face à ce monde en plein bouleversement, à la condition de cultiver et d'enrichir encore davantage nos atouts. Je suis convaincu qu'Aix-Marseille-Provence peut prendre des longueurs d'avance dans de plusieurs domaines stratégiques clés - santé, numérique, énergies décarbonées - et ressortir gagnant de la redistribution des cartes dans la compétition mondiale des territoires.

***L'activité de la Chambre de Commerce Franco Arabe couvre des pays avec lesquels la Métropole souhaite construire et consolider des ponts pour développer la coopération et amplifier les échanges. Comment voyez-vous la collaboration entre la CCFA, la CCIAMP et la Métropole pour atteindre cet objectif ?***

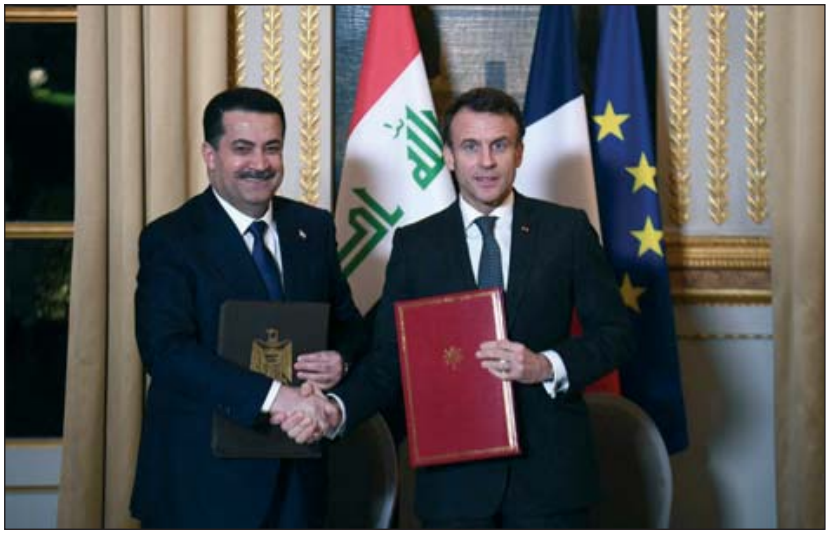
La CCIAMP a su développer, depuis 15 ans, des liens forts avec l'Afrique et notamment avec l'Afrique du Nord, grâce à son appartenance active aux réseaux consulaires que sont l'ASCAME et la CPCCAF. Nous devons faire les mêmes efforts vers les pays du Moyen Orient ; c'est le sens de mon implication au sein de la CCI Franco Arabe, au-de-là du mandat que je porte pour CCI France. Construisons ensemble une feuille de route commune d'actions concrètes à mettre en œuvre dans les domaines de la formation, de la recherche, de l'investissement mais aussi et avant tout dans l'appui au business des entreprises que nous représentons.

***En 2022 pour le magazine « Time », Marseille faisait partie des sites incontournables à voir une fois dans la vie ». Que vous inspire cette gratification ?***

Cette reconnaissance est pour moi une évidence ! Il est indéniable que notre histoire, nos paysages, notre gastronomie, notre population multiculturelle, la formidable énergie qui se dégage de notre territoire ne peuvent laisser indifférent. J'ajouterais, en tant que Président de la CCI Aix-Marseille-Provence, que depuis des siècles des générations et des générations d'entrepreneurs, qu'ils soient enfants du pays ou talents venus d'ailleurs, ont trouvé l'inspiration ici. C'est ainsi que sont nées de belles histoires entrepreneuriales, parfois devenues des fleurons de l'économie française sur la scène internationale. Et je prends le pari que cet engouement pour Marseille n'est pas près de se tarir !

# La France et l'Irak renforcent leur coopération stratégique

***À l'invitation du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, le Premier ministre irakien, M. Mohammed Chia Al-Soudani, a effectué une visite officielle de deux jours en France les 26 et 27 janvier dernier. Cette visite a été l'occasion pour les deux pays de réaffirmer leurs liens d'amitié profonds et d'afficher leur volonté de renforcer leurs coopérations. A cet égard, un traité de partenariat stratégique a été signé afin de renforcer les relations bilatérales et d'établir un cadre formel et permanent pour la relation diversifiée et globale dans divers domaines de coopération.***



Dans le domaine de la santé, un accord a été signé pour remettre l'hôpital français de Sinjar aux autorités irakiennes à l'issue du projet et des discussions ont porté sur des projets notamment le Centre de recherche et de soins médicaux à l'Université de Mossoul, l'hôpital d'Halabja, spécialisé dans le traitement des victimes d'armes chimiques, le projet de chirurgie cardiaque à l'hôpital Nasiriyah, et la mise en place d'ateliers de formation dans le domaine de la santé mentale entre l'Université de Lorraine et l'Université de Mossoul.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le Président de la République a annoncé la mise en place d'un projet d'appui à la recherche universitaire et à la formation en matière d'irrigation durable afin de trouver des solutions alternatives répondant à la raréfaction des ressources en eau. Par ailleurs, la France a exprimé sa volonté de développer la coopération avec le ministère irakien des Ressources en eau, notamment à travers l'étude du projet de cartographie des ressources en eau mené par Airbus Defence and Space et les projets de l'Agence française de développement dans plusieurs gouvernorats irakiens.

Dans le secteur des infrastructures, les deux parties ont réitéré leur engagement de faire aboutir les grands projets engagés qui s'appuient sur les savoir-faire français, notamment les projets en cours pour la rénovation du réseau électrique irakien et l'interconnexion électrique avec la Jordanie, ainsi que le projet de construction d'un métro aérien à Bagdad.
Dans le domaine des énergies alternatives, la France et l'Irak ont affirmé leur engagement pour la mise en œuvre du projet multi-énergies de TotalEnergies.

Pour faciliter l'aboutissement de ces grands projets, la France s'est engagée à prolonger les facilités de crédit export remboursables d'un montant d'un milliard d'euros pour soutenir les entreprises françaises opérant en Irak. Enfin, les deux parties sont convenues de relancer le Forum des affaires franco-irakien afin de renforcer la coopération et les relations entre les entreprises.

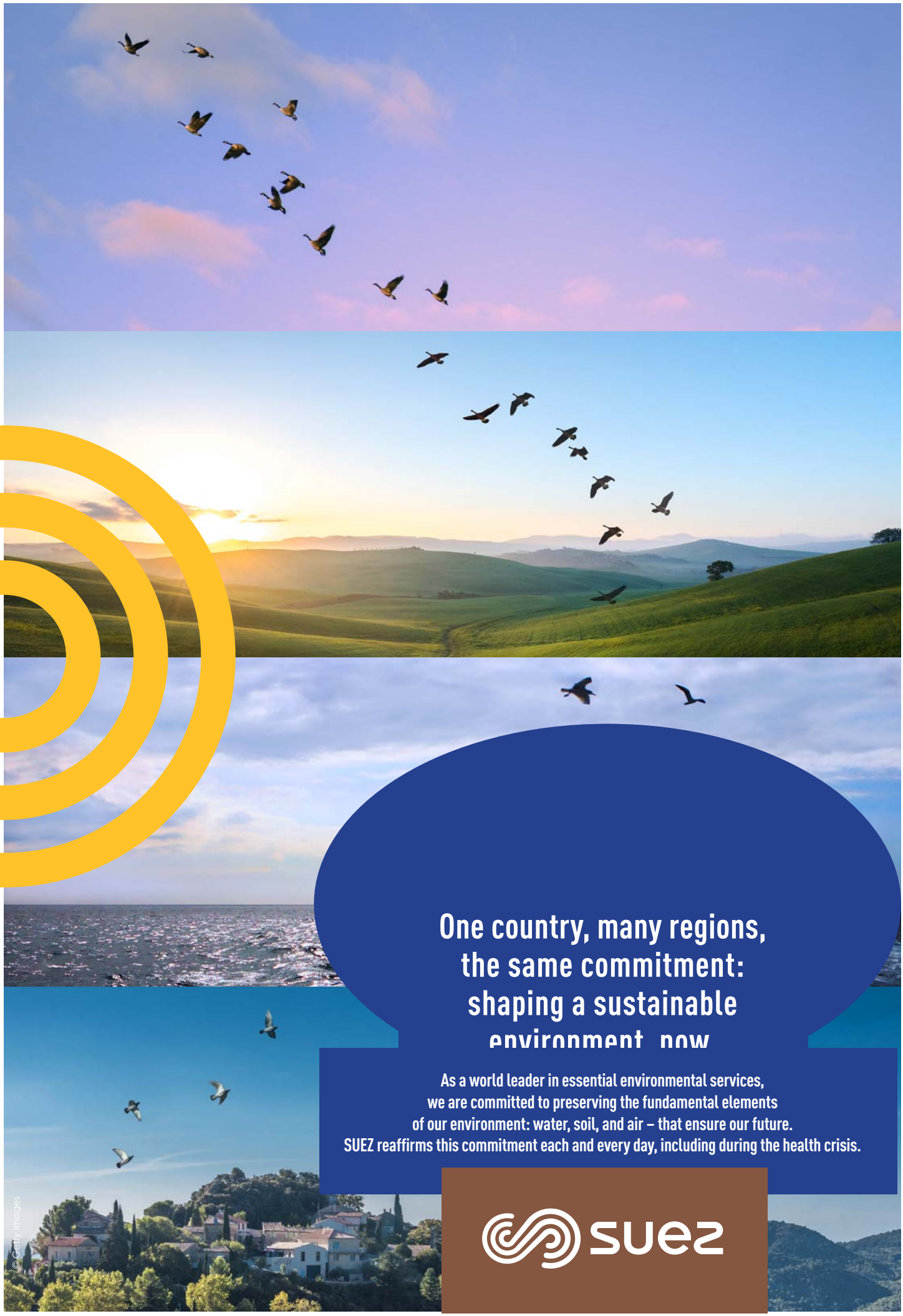
# Les remises migratoires en augmentation de 5 % en 2022

Avec un montant estimé à 626 milliards de dollars, le volume des remises migratoires ont augmenté de 5 % en 2022.Toutefois cette augmentation reste en net recul par rapport à la hausse de 10,2 % enregistrée en 2021. Si la réouverture des pays d'accueil consécutive au recul de la pandémie de la Covid-19 a favorisé l'emploi des migrants et leur capacité à continuer d'aider leurs familles, la hausse des prix a eu un impact négatif sur leurs revenus réels et par conséquent sur le volume des envois effectués.

En déclin depuis deux ans, les transferts de fonds vers la région Asie de l'Est et Pacifique ont augmenté de 0,7 % pour atteindre 134 milliards de dollars en 2022. Vers l'Europe et Asie centrale, ils ont augmenté de 10,3 % pour s'élever à 72 milliards de dollars. Vers l'Amérique latine-Caraïbes, ces transferts ont progressé de 9,3 % en 2022 pour atteindre 142 milliards de dollars. Et vers l'Asie du Sud, ils ont augmenté de 3,5 % pour s'élever à 163 milliards de dollars en 2022. Enfin, vers l'Afrique subsaharienne, la région la plus exposée aux effets de la crise mondiale, les transferts ont augmenté de 5,2 % pour atteindre 53 milliards de dollars en 2022, contre 16,4 % l'année dernière.

Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le montant des flux transférés se chiffrait à 63 milliards de dollars en 2022, soit une progression de 2,5 % contre 10,5 % en 2021. Ce ralentissement est en partie lié à l'érosion des salaires réels dans la zone euro. En pourcentage du PIB, les envois de fonds sont importants au Liban (38 %) et en Cisjordanie et à Gaza (19 %). Globalement, les flux vers la région devraient augmenter de 2 % en 2023. Quant aux frais d'envoi vers cette région, ils s'élevaient à 6,3 % en moyenne au deuxième trimestre de 2022. Dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe, les gouvernements ont contenu l'inflation par des mesures de soutien direct qui ont protégé la capacité des migrants à envoyer de l'argent. Par ailleurs, l'envoi de 200 dollars dans la région coûtait en moyenne 4,1 % au deuxième trimestre 2022, contre 4,3 % l'année précédente.

Pour les pays à revenu faible et intermédiaire, les envois de fonds des migrants sont une source vitale de revenus. Ces transferts d'argent vers les pays d'origine contribuent à réduire la pauvreté et aident les ménages à améliorer leurs conditions de vie.



# One country, many regions, the same commitment: shaping a sustainable environment, now

As a world leader in essential environmental services,
we are committed to preserving the fundamental elements
of our environment: water, soil, and air – that ensure our future.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.

SUEZ

© Getty Images